

# FEDERATION FRANCAISE DU SPORT BOULES



## ◆ REGLEMENT INTERIEUR ADMINISTRATIF ◆

### ANNEXE « C 4 » : C.B.D. constitués par Secteurs Boulistes



#### STATUTS du COMITE BOULISTE DEPARTEMENTAL DE L'ISERE

*incluant les dispositions obligatoires découlant du décret n° 2004-22 du 7 janvier 2004 prises pour l'application de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée.*



#### BUT ET COMPOSITION

##### ARTICLE 1

Le Comité Bouliste Départemental de l'ISERE est chargé par la Fédération Française du Sport Boules de regrouper par le truchement de secteurs boulistes (S.B.) les associations sportives boulistes (1) situées sur le territoire de la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports de l'Isère.

Il a pour objet le développement de la pratique du Sport Boules et son organisation administrative et sportive, et notamment :

- d'exercer, dans son ressort territorial, les compétences qui lui sont déléguées par la F.F.S.B. ou le comité bouliste régional (C.B.R.) ;
- de représenter, dans son ressort territorial, la F.F.S.B. auprès du mouvement sportif, des pouvoirs publics, des partenaires privés institutionnels ainsi que, de façon générale, de toute personne physique ou morale en vue d'accomplir les missions qui lui sont confiées ;
- d'organiser les compétitions officielles à l'issue desquelles sont délivrés les titres de champion départemental et de procéder aux sélections correspondantes, ainsi que toute autre manifestation ou compétition prévue par les règlements sportifs fédéraux (ex. : éliminatoires départementales des compétitions nationales) ;
- d'organiser des stages de formation et de perfectionnement (cadres techniques ou administratifs, arbitres, élite sportive départementale) ;
- de mener, après accord préalable de la F.F.S.B., toute action complémentaire à la politique fédérale ayant pour objet le développement et la promotion du sport boules.

Il a pour objectif l'accès de tous à la pratique des activités physiques et sportives. Il s'interdit toute discrimination. Il veille au respect de ces principes par ses membres ainsi qu'au respect de la charte de déontologie du sport établie par le Comité national olympique et sportif français.

Sa durée est illimitée.

Il a son siège à Grenoble, 2 rue Hippolyte Bouvier.

Le siège peut être transféré dans une autre commune par délibération de l'assemblée générale.

Il est membre du Comité Départemental Olympique et Sportif de l'Isère.

Il doit être déclaré à la Préfecture de l'Isère et sa création publiée au Journal Officiel de la République Française.

*(1) Celles-ci incluant les ententes sportives boulistes (ESB) et les centres de formation bouliste (CFB) autonomes.*

##### ARTICLE 2 - Le Comité Bouliste Départemental se compose :

- des Secteurs Boulistes (S.B.),
- des Associations Sportives Boulistes (1) mentionnées à l'article 1, affiliées à la F.F.S.B. dans les conditions prévues par l'article 2 des Statuts de la F.F.S.B., constituées dans les conditions prévues par le chapitre II du titre 1<sup>er</sup> de la loi n° 84-610 du 16.07.84 modifiée,
- de membres bienfaiteurs et d'honneur qui sont agréés par le Comité Directeur.

Les A.S.B., E.S.B. et C.F.B. autonomes sont regroupés par secteurs, dont le nombre de licenciés ne doit pas excéder 20 % du nombre de licenciés du C.B.D.

La création des Secteurs boulistes est conditionnée par des considérations géographiques et démographiques et laissée à l'initiative du C.B.D. Elle doit être approuvée par la F.F.S.B.

(1) *Celles-ci incluant les ententes sportives boulistes (ESB) et les centres de formation bouliste (CFB) autonomes.*

**ARTICLE 3 - Les moyens d'action du C.B.D. de l'Isère** comportent notamment :

- la tenue d'assemblées générales ;
- la réalisation, sous le contrôle et avec le soutien de la F.F.S.B., de plans pluriannuels de développement intégrant les objectifs prioritaires de la F.F.S.B. ;
- la mise en place de formations ;
- la délivrance des produits fédéraux ;
- l'attribution éventuelle de subventions.
- Eventuellement l'édition d'un bulletin périodique.

Toutes discussions, toutes manifestations présentant un caractère politique ou confessionnel, sont interdites dans les réunions et compétitions organisées par le Comité Bouliste Départemental.

**ARTICLE 4 - La qualité de membre du C.B.D.** se perd :

- 1 - Pour les Associations affiliées
  - . par le retrait décidé par celles-ci ;
  - . par la radiation pour motif grave ou refus de contribuer à son fonctionnement.
- 2 - Pour les membres individuels par
  - . la démission ;
  - . la radiation ;
  - . le décès.

Toute personne physique ou morale qui fait l'objet d'une mesure de radiation doit être à même de préparer sa défense et doit être convoquée devant le Conseil de Discipline compétent conformément aux dispositions du Règlement disciplinaire fédéral.

Le membre intéressé est préalablement appelé à fournir ses explications.

**ARTICLE 5 - Les ressources** du Comité Bouliste Départemental sont constituées par :

- le produit des licences des Associations sportives;
- les redevances Jeunes des secteurs et d'éventuelles subventions des secteurs,
- les subventions de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics;
- le produit des manifestations organisées;
- les aides financières de la Fédération et du C.B.R.

et toutes autres recettes autorisées par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 6 : LES LICENCIÉS**

- les membres adhérents des Associations Sportives Boulistes affiliées doivent obligatoirement être titulaires d'une licence, aucune activité fédérale ne pouvant s'exercer sans celle-ci ;
- deux catégories de licences sont délivrées par la F.F.S.B. :

*une licence pour la « compétition » et une licence « loisir » ;*

- lorsqu'il demande à ses associations affiliées que les membres adhérents à ces dernières soient titulaires d'une licence, *le Comité Bouliste départemental* peut, en l'absence de prise de licences par les dits membres, appliquer, à l'encontre des associations affiliées, l'une des sanctions prévues par le règlement disciplinaire.

**ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT**

**ARTICLE 7 – L'ASSEMBLEE GENERALE**

**7-1** – En tant que C.B.D. important structuré par secteurs boulistes, les votes à intervenir sont l'apanage des délégués élus au cours des assemblées générales de secteurs (R.I. FFSB 3-2-3).

Ces représentants disposent à l'Assemblée Générale d'un nombre de voix déterminé en fonction du nombre des licences délivrées dans leur association.

Le Règlement Intérieur du C.B.D. fixe le barème adopté et le nombre de représentants dont dispose chaque association.

Ces représentants doivent être licenciés à la F.F.S.B.

**7-2** - L'Assemblée Générale est convoquée par le Président du C.B.D.

Elle se réunit au moins une fois par an et peut être convoquée chaque fois que sa convocation est demandée par le comité directeur ou par le tiers des membres de l'Assemblée représentant un tiers des voix.

L'Assemblée Générale du Comité Bouliste Départemental devra se dérouler au moins quinze jours avant l'Assemblée Générale du C.B.R.

Sauf urgence manifeste, la convocation est adressée aux membres de l'assemblée générale au moins quinze jours à l'avance.

L'ordre du jour est fixé par le comité directeur.

- L'assemblée générale définit, oriente et contrôle la politique générale du Comité Départemental.
- Elle entend les rapports sur la gestion du Comité Directeur et sur la situation morale et financière du C.B.D.
- Elle approuve les comptes de l'exercice clos et vote le budget. Elle étudie le budget prévisionnel qui lui est présenté et fixe les cotisations dues par chaque association
- Sur la proposition du comité directeur, elle adopte le règlement intérieur départemental et les règlements départementaux
- Elle transmet les directives de la F.F.S.B. et fait approuver celles qui lui sont propres concernant l'activité sportive et la pratique du sport boules.
- L'assemblée générale pourvoit, s'il y a lieu, à l'élection du Comité Directeur et de son Président.
- Les votes de l'assemblée générale portant sur des personnes ont lieu à bulletin secret.

L'assemblée générale est seule compétente pour se prononcer sur les acquisitions, les échanges et les aliénations de biens immobiliers, sur la constitution d'hypothèques et sur les baux de plus de neuf ans.

Elle décide seule des emprunts excédant les opérations de gestions courante.

Une commission de contrôle des comptes doit obligatoirement être instituée. Les différents trésoriers (commission Jeunes, commission Féminine, trésorier adjoint) participent aux travaux de cette commission.

**7-3** - Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire. Ils sont établis sans blanc, ni rature, sur des feuillets numérotés et conservés au siège du C.B.D.

Les procès-verbaux de l'assemblée générale et des rapports financiers et de gestion sont communiqués chaque année à tous les membres du Comité Départemental, ainsi qu'à la Fédération et au Comité Régional.

La F.F.S.B. peut, par décision motivée, suspendre la mise en œuvre des décisions de l'assemblée générale du C.B.D. en cas d'incompatibilité de celles-ci avec les statuts et règlements fédéraux ou avec la politique générale de la fédération.

**7-4** - Les membres de commissions peuvent assister à l'assemblée générale avec voix consultatives.

**7-5** - Le Conseiller Technique Départemental assiste aux séances de l'Assemblée Générale avec voix consultative. Les membres bienfaiteurs et d'honneur, peuvent assister à l'Assemblée Générale avec voix consultative.

## **ARTICLE 8 – LE COMITE DIRECTEUR**

**8-1** - Il se compose de six à dix neuf membres, dont les collèges spécifiques, élus au scrutin secret par les représentants à l'assemblée générale des associations affiliées représentées par les présidents de secteurs, pour une durée de quatre ans et selon les modalités prévues aux articles 8.3 à 8.6.

Leur mandat doit coïncider avec celui du Comité Directeur de la F.F.S.B.

Le Comité Directeur exerce l'ensemble des attributions que les présents statuts n'attribuent pas à l'Assemblée Générale.

**8-2** - Le comité Directeur est élu au scrutin pluri nominal majoritaire à deux tours.

Il peut être mis fin au mandat des membres du Comité Directeur par la radiation, conformément à l'article 4.

Ne peuvent être élus au comité directeur :

- 1°- Les personnes de nationalité française condamnées à une peine qui fait obstacle à leur inscription sur les listes électorales.
- 2°- Les personnes de nationalité étrangère condamnées à une peine qui, lorsqu'elle est prononcée contre un citoyen français, fait obstacle à son inscription sur les listes électorales.
- 3°- Les personnes à l'encontre desquelles a été prononcée une sanction d'inéligibilité à temps pour manquement grave aux règles techniques du jeu constituant une infraction à l'esprit sportif .
- 4°- Les cadres techniques placés par l'Etat auprès du C.B.D.
- 5°- Les personnes salariées d'une association membre du C.B.D. ou du C.B.D. lui-même.

**8-3** - Le comité directeur doit comprendre au moins une féminine, un arbitre, un jeune de moins de vingt-six ans, un éducateur sportif, un représentant des clubs sportifs et un sportif de haut niveau.

Les *corporatifs* sont représentés au comité directeur par l'obligation de leur attribuer respectivement au moins un siège si le nombre de leurs licenciés est inférieur à 10 % du nombre total de personnes licenciées dans le C.B.D. et un siège supplémentaire par tranche de 10 %, selon le cas au-delà de la première.

*La représentation des féminines* est assurée par l'obligation de leur attribuer un nombre de sièges en proportion de leur nombre de licenciées dans le C.B.D.

Si le C.B.D. compte *des sportifs de haut niveau* à la date de l'élection il doit être attribué au moins 1 siège ou 2 sièges selon que leur nombre est inférieur à 10, ou égal ou supérieur à 10 à des sportifs inscrits sur la liste des joueurs de haut niveau ou ayant été inscrits depuis moins de 10 ans.

**8-4** - Les candidats doivent, au jour de l'élection puis pendant toute la durée de leur mandat, être titulaires depuis 1 an minimum d'une licence compétition fédérale délivrée au titre d'une association affiliée à la F.F.S.B. dont le siège social se situe dans le ressort territorial du C.B.D.

La rééligibilité est possible.

**8-5** - Les candidats et candidates au Comité Directeur devront figurer sur une liste unique où les noms seront classés par ordre alphabétique commençant par la lettre tirée au sort lors de l'Assemblée Générale précédant les élections, et porteront éventuellement en regard la mention «candidat sortant», «médecin», «arbitre», «féminine»

Les sièges prévus aux présents statuts seront attribués en commençant obligatoirement par les catégories dont le nombre de postés à pourvoir est le plus faible.

**8-6** - Les candidats et candidates qui se présentent au titre de l'alinéa 8.3, ne peuvent être élus qu'au titre de leur catégorie.

Les sièges «réservés» étant ainsi pourvus, les autres candidats concourent à l'attribution des sièges restants, en fonction du nombre de voix qu'ils ont recueillies.

**8-7** – Sont déclarés élus au 1<sup>er</sup> tour les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix, dans la limite du nombre de sièges à pourvoir et ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés.

Au second tour éventuel de scrutin, l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité l'élection est acquise au candidat le plus jeune.

**8-8.** - En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit avant l'expiration du mandat, le comité directeur pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la plus prochaine assemblée générale. Le mandat des membres ainsi élus prend fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

## **ARTICLE 9**

**9-1** - Le Comité Directeur se réunit au moins deux fois par an et chaque fois qu'il est convoqué par son Président. La convocation est obligatoire lorsqu'elle est demandée par le quart de ses membres.

**9-2** - La présence du tiers au moins des membres du Comité Directeur est nécessaire pour la validité des délibérations. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Il est tenu procès-verbal de séances, signé par le Président et le Secrétaire.

**9-3** - Les membres du Comité Directeur ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leurs sont confiées. Les remboursements de frais sont seuls possibles.

**9-4** - Trois absences non motivées aux réunions entraînent la démission d'office.

**9-5** - Le Conseiller Technique départemental assiste aux séances du Comité Directeur avec voix consultative.

**9-6** - Les agents rétribués du Comité Bouliste Départemental peuvent assister aux séances avec voix consultative, s'ils y sont autorisés par le Président.

**9-7** - L'assemblée générale peut mettre fin au mandat du comité directeur avant son terme normal par un vote intervenant dans les conditions ci-après :

1° - L'assemblée générale doit avoir été convoquée à cet effet à la demande du tiers de ses membres représentant le tiers des voix ;

2° - Les deux tiers des membres de l'assemblée générale doivent être présents ou représentés ;

3° - La révocation du comité directeur doit être décidée à la majorité absolue des suffrages exprimés.

## **ARTICLE 10 – LE PRÉSIDENT – LE BUREAU DEPARTEMENTAL**

**10-1** – Dès l'élection du comité directeur, l'assemblée générale élit le président du Comité Départemental.

Le président est choisi parmi les membres du comité directeur sur proposition de celui-ci. Il est élu au scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés.

Après l'élection du président, le comité directeur élit en son sein, au scrutin secret, UN BUREAU DEPARTEMENTAL dont la composition est fixée par le règlement intérieur et qui comprend au moins **un président délégué**, un vice-président, un secrétaire général et un trésorier général.

Les membres du Bureau ne peuvent appartenir à un Comité Directeur d'une Fédération affinitaire.

Le mandat du président et du bureau départemental prend fin avec celui du comité directeur.

**10-2** - Le président départemental préside les assemblées générales, le comité directeur et le bureau départemental.

Il ordonnance les dépenses.

Il représente le C.B.D. dans tous les actes de la vie civile et devant les tribunaux.

Le président peut déléguer certaines de ses attributions dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Toutefois, la représentation du C.B.D. en justice ne peut être assurée, à défaut du président, que par un mandataire agissant en vertu d'un pouvoir spécial.

**10-3** – En cas de vacance du poste de Président, pour quelque cause que ce soit, les fonctions de Président sont exercées provisoirement par le président délégué ou, en cas d'impossibilité, par un membre du Bureau élu au scrutin secret par le Comité Directeur.

Dès sa première réunion suivant la vacance, et après avoir, le cas échéant, complété le comité directeur, l'assemblée générale élit un nouveau président pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

**10-4** - Nul ne peut être élu président du C.B.D. si les dispositions de l'article 7.11 du Règlement Intérieur Administratif de la F.F.S.B. relatif au cumul de fonctions importantes ne sont pas respectées, c'est-à-dire :

- ne pas appartenir à un comité directeur d'une fédération affinitaire;
- ne pas cumuler plus de 3 fonctions dites importantes (Président, Vice-Président, Secrétaire Général, Trésorier Général) dans l'ensemble des bureaux des 3 organes de la F.F.S.B. : bureau fédéral, bureau d'un C.B.R. et bureau d'un C.B.D.
- un arbitre cumulant sa fonction avec au maximum deux fonctions dites importantes ne peut officier sur le territoire où il exerce ses fonctions administratives.

## **ARTICLE 11 – LES COMMISSIONS**

Le Comité Directeur institue les Commissions dont la création est nécessaire au bon fonctionnement départemental.

Un membre au moins du Comité Directeur doit siéger dans chacune de ces Commissions (sauf pour la Commission des Finances et la Commission de Contrôle).

La comptabilité du C.B.D. est tenue conformément aux lois et règlements en vigueur.

La composition et les règles de fonctionnement de celles-ci sont fixées par le Règlement Intérieur du Comité Bouliste Départemental.

## **ARTICLE 12 - MODIFICATION DES STATUTS et DISSOLUTION**

Les statuts peuvent être **MODIFIÉS** par l'assemblée générale sur proposition du comité directeur.

La convocation, accompagnée d'un ordre du jour mentionnant les propositions de modifications, est adressée aux membres de l'assemblée générale du Comité Départemental 15 jours au moins avant la date fixée pour la réunion de l'assemblée.

L'assemblée générale ne peut modifier les statuts que si la moitié au moins de ses membres, représentant au moins la moitié des voix, sont présents.

Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour, quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion.

L'assemblée générale statue alors sans conditions de quorum.

Les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents, représentant au moins les deux tiers des voix.

L'assemblée générale ne peut prononcer LA DISSOLUTION du Comité Départemental que si elle est convoquée spécialement à cet effet. Elle se prononce dans les mêmes conditions.

En cas de dissolution du Comité Départemental, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation de ses biens.

Les délibérations de l'assemblée générale concernant la modification des statuts, la dissolution du C.B.D. et la liquidation de ses biens sont adressées sans délai à la F.F.S.B. et au C.B.R.

### **FORMALITES ADMINISTRATIVES ET REGLEMENT INTERIEUR**

#### **ARTICLE 13**

Le Président doit effectuer à la Préfecture les déclarations prévues à l'article 3 du Décret du 16 août 1901, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et concernant notamment :

1. les modifications apportées aux statuts;
2. le changement de titre de l'Association;
3. le transfert du siège social;
4. les changements intervenus au sein du Comité Directeur ou du Bureau .

dans les trois mois suivants la décision de l'Assemblée Générale.

#### **ARTICLE 14**

Un Règlement Intérieur, préparé par le Comité Directeur et adopté par l'Assemblée Générale, précisera toutes les modalités du fonctionnement administratif ou sportif non prévues par les présents Statuts.

Les présents Statuts du COMITÉ BOULISTE DÉPARTEMENTAL de l'Isère

ont été adoptés en Assemblée Générale tenue

à Bourg d'Oisans le 29 Octobre 2006

LE PRESIDENT

LE SECRETAIRE GENERAL

LE TRESORIER GENERAL